



Exposés par le haut, silencieux de l'intérieur : les Palestiniens dans l'Israël en temps de guerre

Description

Des décennies de négligence ont laissé les citoyens palestiniens sans protection face aux tirs de missiles, tandis que la police procède à des arrestations pour des manifestations de dissidence.

Par Samah Watad et Baker Zoubi, le 19 mars 2026



Des missiles iraniens dans le ciel d'Al-Hôbron, en Cisjordanie, le 20 juin 2025 (Photographe : Mosab Shower pour Activestills)

Alors que la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran ne montre aucun signe d'essoufflement, le bruit des sirènes est devenu une constante tant pour les citoyens palestiniens que pour les citoyens juifs d'Israël. Mais tandis que les Israéliens juifs se précipitent vers des abris ou des refuges à proximité entre le moment où ils entendent l'alarme et l'impact des missiles ou la chute des débris d'interception, de nombreux citoyens palestiniens se demandent : « Où aller ? »

Les abris et les espaces protégés sont devenus un élément central du système de défense civile israélien, en particulier depuis le 7 octobre et les escalades qui ont suivi avec l'Iran, qui ont étendu la menace des tirs de missiles presque toutes les régions du pays. Cependant, dans les communautés arabes et même dans les quartiers arabes des villes binationales, des écarts importants subsistent entre les protections offertes aux citoyens juifs et palestiniens.

Une [nouvelle étude](#) menée par deux organisations locales, [Sikkuyâ'ufog](#) et [Injaz](#), reflète l'ampleur de cette disparité : sur les 11 775 abris publics que compte le pays, seuls 37 sont situés dans des localités arabes soit environ 0,3 % et huit d'entre eux sont inutilisables. Un [rapport](#) publié plus tôt cette année par le contre-alter de l'État israélien a mis en évidence des écarts tout aussi importants.

Cela signifie que des centaines de milliers de citoyens arabes (qui représentent environ 20 % de la population israélienne) vivent dans des communautés dépourvues d'abris publics et sont contraints de se réfugier dans des pièces intérieures, des couloirs ou des cages d'escalier à des espaces qui offrent peu de protection contre les impacts directs ou même la chute d'obus.

Cette vulnérabilité n'est pas seulement un échec en temps de guerre, mais le résultat de décennies d'urbanisme discriminatoire, d'un sous-investissement chronique et de décisions politiques qui ont laissé les villes arabes largement en dehors de l'infrastructure de protection de l'état.

Une partie de ce déficit est structurelle. Une grande partie des logements dans les communautés palestiniennes a été construite avant 1992, date à laquelle la réglementation israélienne a commencé à exiger une pièce fortifiée (appelée en hébreu « mamad ») dans les nouvelles constructions résidentielles. Pourtant, même aujourd'hui, les résidents palestiniens qui cherchent à construire de telles pièces sécurisées à leurs propres frais sont souvent dans l'impossibilité de le faire en raison des obstacles liés à l'urbanisme et aux permis dans les villes arabes.

« Le déficit de protection n'est pas seulement une question technique ; il est également lié à la politique d'urbanisme et de construction », explique Raghad Jaraisi, codirectrice exécutive de Sikkuy⁺. « Lorsque des restrictions pèsent sur la délivrance des permis de construire et que les projets de rénovation urbaine n'avancent pas dans les communautés arabes, cela affecte directement la capacité des gens à ajouter des abris à leur domicile. »

En ce sens, le problème ne réside pas simplement dans la pénurie d'abris. Il tient au fait que la sécurité elle-même a été façonnée par des systèmes dont les citoyens palestiniens ont longtemps été exclus : l'attribution des terres, l'octroi des permis et le développement dicté par le marché.

L'année écoulée a mis en évidence les conséquences profondes et fatales de ce manque de protection. Lors de la guerre de 12 jours entre Israël et l'Iran en juin dernier, [un missile a frappé une maison](#) dans la ville palestinienne de Tamra, tuant deux femmes et deux filles. Ces dernières années, des missiles ou des obus provenant d'interceptions ont également coûté la vie à des civils à [Majd Al-Krum](#) et [Shefa-Amr](#).

Dans d'autres localités, des incidents similaires ont fait des blessés et causé des dégâts aux habitations et aux biens. Mercredi dernier, une roquette du Hezbollah [a frappé une maison](#) dans le village de Bi'ina, au nord, blessant plusieurs personnes. Deux jours plus tard, un missile iranien [a blessé](#) près de 60 personnes dans la localité voisine de Zarzir et causé d'importants dégâts. La nuit suivante, des obus sont tombés dans le village d'Umm Al-Ghanam, provoquant un incendie d'un véhicule.

Dans le même temps, une autre crise continue de hanter le quotidien des citoyens palestiniens : la [criminalité violente organisée](#). Si le rythme des meurtres a légèrement ralenti pendant la guerre, il n'a pas cessé : au moins 11 Palestiniens ont été tués depuis son début.

Pour beaucoup, l'impunité de criminalité reste une menace encore plus immédiate que la guerre elle-même. La guerre a également perturbé [l'organisation de manifestations](#) que les citoyens palestiniens avaient commencées pour lutter contre la criminalité, car les restrictions et les préoccupations en matière de sécurité rendent une mobilisation soutenue beaucoup plus difficile. Parallèlement, toute opposition ouverte à la guerre ou toute manifestation publique de l'identité palestinienne continue d'être brutalement réprimée par les autorités.

Dans ce contexte, les citoyens palestiniens d'Israël vivent sous une double menace : la guerre venue du ciel, et la violence et la répression venant de l'intérieur.

Cinq abris pour 3 000 personnes

Les citoyens palestiniens d'Israël souffrent depuis des décennies de discrimination, et ses conséquences sont désormais douloureusement visibles en matière de sécurité physique et mentale. À travers le pays, de nombreuses villes et villages palestiniens manquent encore d'abris et d'espaces protégés en nombre suffisant, tandis que les gouvernements successifs n'ont guère fait d'efforts pour combler ce déficit de manière significative.

Dans les villes dites « mixtes » telles que Lod (ou Lyd), Ramla, Jaffa, Haifa et Akka, cette disparité est encore plus prononcée, parfois même visible dans une même rue. « Quand on regarde la carte, on voit clairement où il y a des abris et où il n'y en a pas », explique Ghassan Monayer, un militant social de Ramla, +972. « Dans les quartiers juifs, il y a des abris publics, des espaces protégés à l'intérieur des bâtiments, et parfois même des abris mobiles. Dans les quartiers arabes, la situation est complètement différente. »

Dans certains cas, cette inégalité trouve ses racines dans l'histoire particulière de ces villes. Certains quartiers de Ramla, explique Monayer, étaient majoritairement palestiniens avant 1948. Après la Nakba, des Israéliens juifs s'y sont installés et l'état a construit des abris publics. « Plus tard, les résidents juifs ont déménagé vers des quartiers plus riches, et les Arabes se sont installés dans les plus anciens », poursuit-il. « Le nombre d'abris y est très faible, et certains sont en mauvais état. Ils ne correspondent certainement pas à la taille de la population. »

Ailleurs, la situation est encore plus grave : des quartiers entiers n'ont jamais été équipés d'abris. « Dans un quartier de Lod, plus de 3 000 personnes vivent là-bas, et il n'y a que cinq abris mobiles », déclare Monayer. « Dans un autre quartier, le seul endroit où les gens peuvent trouver refuge est l'école, mais la distance entre celle-ci et la plupart des maisons est supérieure à la distance que les gens sont censés parcourir lors d'une alerte. »

« La municipalité affirme qu'il y a 18 espaces protégés dans les quartiers de la ville », poursuit-il. « Ces salles ne peuvent accueillir qu'environ 600 personnes. La question est simple : qu'en est-il de tous les autres ? Sont-ils censés attendre dans la rue ? Il y a à Lod et à Ramla des maisons dont les toits sont en métal, des maisons que des éclats d'obus pourraient détruire, [sans parler] d'un missile. Lorsque les gens entendent la sirène, ils savent qu'en réalité, ils n'ont nulle part où aller pour se mettre en sécurité. »

Les habitants ont proposé des solutions concrètes, mais affirment n'avoir reçu que peu de réponses. « Nous avons suggéré à la municipalité : si elle ne peut pas

construire davantage d'abris, elle devrait encourager les habitants à les construire eux-mêmes. La loi autorise les gens à construire un abri dans leur cour même sans permis, mais ils craignent les amendes ou la menace d'ordonnances de démolition. Nous leur avons dit : « Accordez aux gens une réduction sur la taxe foncière ou une autre mesure incitative et encouragez-les à construire. »

Le manque de protection est particulièrement criant dans les [villages bédouins non reconnus](#) du [Naqab](#) (ou Néguev). Lors d'un récent combat à la Knesset, Walid Al-Huwashla, député et habitant du Naqab, membre de la Liste arabe unifiée (Raam), a dénoncé ce qu'il qualifie de négligence quasi totale. Selon lui, il n'existe pratiquement aucune mesure de protection dans les villages non reconnus et dans certains conseils régionaux de la région.

Les conclusions du rapport du comité leur de l'état soulignent également l'ampleur du fossé : dans l'ensemble des villages non reconnus du Naqab, on ne compte que 64 espaces protégés pour environ 165 000 habitants. Pour tenter de remédier à cette pénurie, l'organisation locale [Standing Together](#) a récemment lancé une initiative de financement participatif et a commencé à installer des abris mobiles.

Pourtant, selon une source du Comité national des chefs des autorités locales arabes, au-delà de discussions limitées axées sur les villages bédouins, aucun effort global de l'état n'a été déployé pour remédier à la pénurie plus générale dans les localités arabes. Dans la pratique, l'accent a été mis sur la formation d'équipes locales de bénévoles d'urgence en sauvetage, premiers secours et soutien psychologique afin que les communautés puissent agir par elles-mêmes en cas de frappes.

L'implication est claire : en l'absence de protection adéquate, la responsabilité de la survie est de plus en plus rejetée sur les communautés elles-mêmes.

Primer la dissidence

Non protégés contre les missiles, les roquettes et les éclats d'obus, les citoyens palestiniens d'Israël constituent également la principale opposition au sein du pays à la guerre avec l'Iran, que plus de 90 % de la population juive soutient. Mais dans un état qui tolère peu la dissidence, ils savent que s'exprimer peut avoir un coût élevé.

Il n'existe pas de chiffres officiels sur le nombre de Palestiniens arrêtés ou interrogés pour des infractions présumées liées à la liberté d'expression depuis le début de la guerre contre l'Iran. Mais dans le cadre de la rédaction de cet article, +972 a identifié au moins neuf cas de ce type. Il en résulte un sentiment croissant parmi de nombreux citoyens palestiniens que s'exprimer ouvertement est devenu plus dangereux que jamais.

Quelques jours seulement après le lancement des attaques par Israël et les États-Unis, la police israélienne a arrêté Majd Asadi, un chanteur populaire et militant palestinien vivant dans la ville majoritairement druze de Daliyat Al-Karmel, près de Haïfa, pour une publication sur les réseaux sociaux critiquant la guerre.

Dans ce message, Asadi a replacé la guerre dans le contexte d'une lutte géopolitique plus large, écrivant qu'il s'agissait du « contrôle des voies maritimes, des ressources et du contrôle ».

et affirmant que le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, « ne constituait pas une menace existentielle ».

Il a ajouté : « J'ai de nombreux accords avec Khamenei, mais parallèlement, j'ai un immense respect pour sa position intransigeante face aux forces imprialistes du mal ! Il n'est pas nécessaire de soutenir Khamenei pour comprendre qu'il est une figure historique intransigeante. »

Sous l'égide d'une organisation terroriste et d'incitation au terrorisme, Asadi a été placée en détention pendant deux jours avant d'être libérée – condition de ne plus publier de messages sur l'Iran pendant cinq jours et de s'engager à se présenter pour être interrogé s'il y avait convoqué.

Son arrestation a suscité une vive réaction parmi les militants et les personnalités publiques palestiniens, dont beaucoup y ont vu une grave atteinte à la liberté d'expression. Mais elle a également déclenché une réaction hostile au niveau local.

Rafik Halabi, le président druze du conseil municipal de Daliyat Al-Karmel, a publié une vidéo (qu'il a depuis supprimée suite aux critiques de Palestiniens qui la jugeaient sectaire et lâche) dénonçant Asadi et mettant en garde contre le fait d'« accepter des étrangers » dans la localité. Asadi a depuis écrit qu'il s'était entretenu avec Halabi et qu'il le rencontrerait dans les jours à venir pour discuter de l'incident.

Les proches d'Asadi ont rapporté que les percussions allaient au-delà de l'arrestation elle-même. La mère d'Asadi a reçu des menaces et a temporairement quitté son domicile. Sur les réseaux sociaux et au sein de la ville, l'affaire a alimenté un débat public houleux, avec des accusations et des revendications publiques dirigées contre la famille.

La détention d'Asadi s'inscrit dans une vague d'[arrestations de citoyens palestiniens d'Israël](#) suite à des publications sur les réseaux sociaux, en particulier depuis le 7 octobre. Tout récemment, [Abdel Rahim Haj Yahya](#), un influenceur des réseaux sociaux originaire de Tayibe, a été libéré après avoir purgé 27 mois de prison pour des publications que les autorités jugeaient favorables au Hamas.

La dernière arrestation a eu lieu aujourd'hui, lorsque Raed Salah, éminent dirigeant palestinien en Israël et ancien chef du Mouvement islamique du Nord, désormais interdit, a été arrêté alors qu'il rendait visite à des connaissances à Shuafat, à Jérusalem-Est. Il a été libéré quelques heures plus tard, mais la police n'a fourni aucune explication publique, ce qui renforce le sentiment général d'arbitraire.

Dans une autre affaire, le 5 mars, une Palestinienne de la ville de Harish, dans le nord du pays, a été arrêtée après que la police eut trouvé un drapeau palestinien chez elle. Tout a commencé par une publication de routine dans un groupe communautaire, dans laquelle elle cherchait un thérapeute parlant arabe pour son fils ; d'autres résidents ont examiné son profil, ont trouvé une vieille photo d'elle tenant un drapeau palestinien et l'ont dénoncée.

« Ils ont recueilli davantage d'informations sur mon sujet et ont manifesté devant chez moi, puis un moment donné, quelqu'un a porté plainte contre moi [en affirmant que] je suis une

terroriste Â», raconte-t-elle Â +972, demandant Â rester anonyme par crainte de nouvelles attaques. Â« Je pensais que ce genre de persÃ©cution ne concernait que les personnes trÃ©s actives politiquement Â», ajoute-t-elle. Â« Maintenant, cela arrive mÃªme pour un simple commentaire. Â»

La police lâ??a menottÃ©e et lâ??a emmenÃ©e pour lâ??interroger ; elle [dit](#) avoir Ã©tÃ© forcÃ©e de piÃ©tiner un drapeau palestinien et de poser pour des photos devant un drapeau israÃ©lien avant dÃª??Ãªtre relÃ©chÃ©e plus tard dans la nuit.

Au cours de la premiÃ¨re semaine de mars, cinq citoyens palestiniens ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, soupÃ§onnÃ©s dÃª??avoir peint un drapeau palestinien Â la bombe sur un bÃ¢timent municipal ; tous ont Ã©tÃ© relÃ©chÃ©s le jour mÃªme faute de preuves. La semaine suivante, le 12 mars, Mohammed Sakallah Â?? le fils dÃª??un conseiller municipal de Lod Â?? a Ã©galement Ã©tÃ© arrÃªtÃ© pour des faits similaires. Le ministre israÃ©lien de la SÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben Gvir, sÃª??est joint Â des dizaines de policiers et Â une Ã©quipe de tÃ©lÃ©vision alors quÃª??ils [faisaient irruption chez lui](#).

Sakallah a Ã©tÃ© remis en libertÃ© sous assignation Â rÃ©sidence le lendemain, et de nombreux habitants palestiniens de Lod ont perÃ§u son arrestation comme une dÃ©monstration de force visant Â intimider la communautÃ© et Â dissuader toute expression politique, mÃªme minime.

Pour les citoyens palestiniens dÃª??IsraÃ©l, le durcissement de la rÃ©pression pourrait Ãªtre le signe dÃª??un changement plus profond. Hassan Jabareen, directeur du centre juridique palestinien Adalah, basÃ© Â HaÃªfa, affirme que lâ??espace dÃ©jÃ [limitÃ© pour la libertÃ© dÃª??expression](#) sÃª??est encore rÃ©duit depuis le dÃ©but de la guerre contre Gaza en octobre 2023.

Â« Par le passÃ©, les Palestiniens vivant en IsraÃ©l se considÃ©raient comme des citoyens de seconde zone, et cette prise de conscience alimentait la lutte pour lâ??Ã©galitÃ© Â», explique-t-il. Â« Mais depuis le dÃ©but de la guerre gÃ©nocide contre Gaza, beaucoup ont dÃ©sormais le sentiment de ne plus Ãªtre traitÃ©s comme des citoyens du tout. CÃª??est pourquoi les gens sont devenus beaucoup plus prudents. Â»

Ce changement, ajoute-t-il, est Ã©troitement liÃ© Â une rÃ©pression policiÃ¨re de plus en plus agressive en temps de guerre sous Ben Gvir. Â« AujourdÃª??hui, lâ??ennemi nÃª??est plus seulement prÃ©sentÃ© comme les citoyens arabes, mais de plus en plus comme toute personne sÃª??opposant au gouvernement. Dans la pratique, mÃªme la gauche juive israÃ©lienne est devenue une cible. Â»

LÃª??autre urgence

Comme lâ??ont notÃ© des militants et des journalistes locaux, ces arrestations surviennent Â un moment oÃ¹ les citoyens palestiniens dÃª??IsraÃ©l sont confrontÃ©s Â [une vague sans prÃ©cÃ©dent de crimes violents](#). Il semble, en dÃª??autres termes, que la police se prÃ©occupe davantage des publications en ligne que de la traque des auteurs dÃª??homicides.

Le 8 mars, Ahmad Nassar, maire de la ville dÃª??Arraba, dans le nord du pays, a Ã©tÃ© [blessÃ©](#) lors dÃª??une fusillade dans une boulangerie locale ; le Dr Anwar Yassin, prÃ©sident du comitÃ© populaire de la ville, a Ã©galement Ã©tÃ© blessÃ©. Pour Rawyah Handaqlu, avocate palestinienne et fondatrice dÃª??Eilaf Â?? Centre pour la promotion de la sÃ©curitÃ© dans la sociÃ©tÃ© arabe, cette attaque a marquÃ© un tournant dangereux.

« La tentative d'assassinat du maire Arraba constitue une grave escalade, mais malheureusement, ce n'est pas un événement isolé », déclare-t-elle +972. « Lorsque la criminalité atteint ce niveau, elle ne menace plus seulement des vies individuelles ; elle porte atteinte au tissu social et sape la démocratie locale en créant un climat de peur susceptible de dissuader les gens de s'engager dans la fonction publique et d'assumer des responsabilités. »

Le 16 mars, trois personnes ont été tuées lors de trois incidents violents distincts : un homme d'une trentaine d'années a été abattu à Tira ; un autre homme a été tué par balle à Umm Al-Fahm ; et un motard de 20 ans a été tué à Ramla. Cette succession d'événements laisse penser que la brève accalmie qui avait suivi le déclenchement de la guerre pourrait être en train de s'estomper.

S'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, le retour de multiples meurtres en une seule journée a renforcé les craintes que les conditions de guerre ne créent un terrain encore plus propice à la violence criminelle, alors que l'attention du public se porte sur le front militaire et que les ressources policières sont mobilisées ailleurs. En ce sens, la guerre n'a pas remplacé une situation d'urgence par une autre, mais les a simplement superposées.

Ce qui inquiète beaucoup de membres de la société arabe, c'est le sentiment que l'absence de protection tant contre la violence criminelle que contre les attaques de missiles n'est pas un problème budgétaire. Là où il y a, estiment-ils, dispose des outils pour résoudre ces problèmes ; ce qui manque, c'est la volonté politique. Mais sous la direction actuelle d'Israël, et alors que la soi-disant opposition [incite à la haine contre les citoyens palestiniens](#), il y a peu d'espoir que cela change.

Samah Watad est une journaliste et enquêtrice palestinienne basée en Israël, spécialisée dans la politique et les questions sociales.

Baker Zoubi est un journaliste et citoyen palestinien d'Israël, basé dans le village de Kufr Maser, en Basse-Galilée.

Des versions de cet article ont d'abord été publiées en hébreu sur Local Call. Vous pouvez les lire [ici](#) et [ici](#).

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date créée

2026/03/20